

LIVRES

Pauvreté, qualité, domesticité : trois questions d'emploi

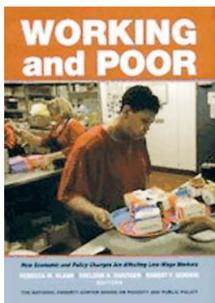
C'est peu dire que l'emploi est un sujet d'importance. Les comparaisons internationales nous renseignent sur la situation des travailleurs dits pauvres. A l'échelle européenne, la problématique de la « qualité » de l'emploi s'affirme. La place des services et de l'activité féminine explique enfin les grands écarts entre les mondes du travail européen et américain.

Pauvreté et activité aux Etats-Unis

WORKING AND POOR. HOW ECONOMIC AND POLICY CHANGES ARE AFFECTING LOW-WAGE WORKERS

Rebecca M. Blank, Sheldon H. Danziger, Robert F. Schoeni
New York, Russell Sage Foundation, 2007, 436 pages.

La notion de pauvreté laborieuse (ou active) désigne la part des actifs vivant dans un foyer et dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté. On mêle deux niveaux d'analyse, ceux de la profession individuelle et des ressources du ménage. Il s'ensuit que le problème des travailleurs pauvres est autant un sujet d'emploi que de structure familiale.



Une série d'experts américains, emmenés par Rebecca Blank et Sheldon Danziger, examine la situation aux Etats-Unis. Elle ne se dégrade pas, mais se transforme. Sur une vingtaine d'années, la proportion d'actifs américains pauvres reste stable autour de 5%. Pourtant, les mutations économiques et démographiques ont été gigantesques. Le profil des travailleurs pauvres a changé et changera encore. Les populations noires et hispaniques

comptent chacune plus de 10% de travailleurs pauvres. Avec une immigration massive, les hispaniques sont toujours plus nombreux. L'emploi sous-qualifié sera de plus en plus hispanique : en 1980, 14% des hommes actifs sans qualification étaient hispaniques, c'est déjà le cas de la moitié d'entre eux aujourd'hui.

Les auteurs en tirent trois leçons. Tout d'abord, la croissance est un pré requis pour l'amélioration du bien-être des travailleurs à bas salaires et des familles à bas revenus. Deuxième constat, la réforme des années 1990 (le « workfare ») a été efficace, mais ne peut réduire des phénomènes démographiques sur lesquels elle n'a pas de prise. Enfin, l'immigration devient, en termes d'emploi peu qualifié, le problème central.

A partir de ce diagnostic, les auteurs tirent trois types de recommandations : augmenter le salaire minimum (à hauteur de 40% du salaire moyen) et l'indexer sur l'inflation ; étendre la couverture maladie à tous les enfants ; réformer le système de garde des petits enfants afin de permettre aux mères d'exercer une activité. Autant de mesures qui peuvent infléchir la qualité d'emploi des travailleurs pauvres.

des pays nordiques autorise un haut niveau d'intégration et de satisfaction, avec une forte structuration de la formation. Le deuxième, « dualiste », en France et en Allemagne, voit les employés les mieux intégrés bénéficier à plein régime de ce qui pourrait bénéficier aux plus éloignés de l'emploi. Le troisième régime, dit de marché (au Royaume-Uni), se caractérise par une forte corrélation entre l'insécurité au travail et sa faible qualité. Partout cependant la formation professionnelle exacerbe plutôt qu'elle ne réduit les inégalités de conditions d'emploi et face à l'emploi.

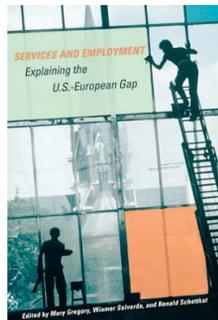
Le livre, dont on sent l'inclination pour le modèle nordique, aboutit à un appel au renouveau des initiatives à l'échelle européenne. Il analyse la puissance des compromis historiques nationaux, ainsi que l'importance des interdépendances entre les modèles familiaux, les modèles sociaux et les politiques de l'emploi. Il renseigne précisément sur la question de la qualité du travail, la typologie classique des Etats-providence, entre libéraux, continentaux et socio-démocrates. Mais la question reste posée de savoir s'il existe un modèle européen.

Services domestiques et différences transatlantiques

SERVICES AND EMPLOYMENT. EXPLAINING THE US-EUROPEAN GAP

Mary Gregory, Wiemer Salverda, Ronald Schettkat
Princeton, Princeton University Press, 2007, 264 pages.

Pour une équipe d'économistes spécialistes de l'emploi, dirigés par Mary Gregory, Wiemer Salverda et Ronald Schettkat, ce modèle existe. Comme il existe un modèle américain. Reprenant un sujet déjà plusieurs fois abordé (notamment par Thomas Piketty, curieusement non cité), ils cherchent à expliquer pourquoi le taux d'emploi européen se situe 10 points plus bas qu'aux Etats-Unis. Ce grand écart est souvent rattaché à la rigidité des marchés européens de l'emploi. Nos économistes suggèrent des explications alternatives, en s'appuyant sur de nouvelles données pour l'Union européenne à 15. Ils considèrent que les 25 millions d'emplois « manquants » peuvent être quasi intégralement attribués à la faiblesse de l'économie de service européenne, et ce alors que l'Union se propose de devenir une référence en la matière...



Le taux d'emploi était un petit peu plus faible aux Etats-Unis par rapport à l'Union à 15, en 1970. Depuis, ce sont 60 millions d'emplois qui y ont été créés quand, dans les pays de l'Union, l'emploi n'a presque pas progressé. Les écarts sont également devenus impressionnants sur les heures travaillées. Les auteurs calculent que, en moyenne annuelle, les actifs aux Etats-Unis travaillent 25,1 heures par semaine, les Allemands 18, les Français 17,4.

La grande question est de savoir pourquoi les Etats-Unis consomment tant de services. Les soins et l'éducation y sont très différemment organisés et structurés. Mais ce point n'éclaire pas grand-chose. Il est aussi souvent avancé que les Américains consomment plus de services en raison de leur plus haut niveau de revenu et de leur propension à externaliser des tâches, ce qui est considéré comme de la domesticité, en particulier en France. Tout ceci relèverait de différences fondamentales dans les choix de vie des deux côtés de l'Atlantique, voire de différences culturelles. L'explication culturaliste est cependant bien faible. Elle ne permet pas de saisir les évolutions récentes, ce alors que les métamorphoses de contexte ont été les mêmes pour tout le monde...

Une série d'explications passe par les différences de pouvoir d'achat, la durée moyenne du travail, les niveaux de productivité, le coût du travail, la qualité de l'emploi dans le secteur des services, l'impact de la réglementation, l'assurance-chômage. Aucune n'est déterminante. Nos auteurs ajoutent un point important, celui de l'activité féminine : d'une part, elle crée de la demande pour des services domestiques pendant les heures travaillées et, d'autre part, elle crée de l'offre pour s'investir sur le marché des services. La biactivité professionnelle des couples se situe 10% plus haut aux Etats-Unis qu'en Europe (hors Royaume-Uni).

Au final, que retenir ? Les Français travaillent moins qu'outre-Atlantique, certains d'entre eux dans de très bonnes conditions. Mais ils n'ont toujours pas entériné la révolution des services et d'une partie de l'égalité hommes-femmes.

JULIEN DAMON
Professeur associé à Sciences-po (cycle d'urbanisme)

La qualité de l'emploi en Europe

EMPLOYMENT REGIMES AND THE QUALITY OF WORK

Duncan Gallie
Oxford, Oxford University Press, 2007, 304 pages.

Duncan Gallie, sociologue d'Oxford, propose avec quelques collègues un tour d'horizon européen de la « qualité » du travail. La question a été très présente dans les revendications des années 1960 : Mai 68 a été interprété en Europe comme une révolte face aux conditions du travail ouvrier. Le thème s'est ensuite évaporé, sauf chez les Nordiques, toujours en quête de qualité. Les institutions euro-



péennes ont repris le flambeau, avec des directives et communications sur la santé et la sécurité au travail. L'offre d'emplois « de qualité » est même devenue un objectif de la stratégie européenne.

Mais de quoi parle-t-on ? Les dimensions de la qualité du travail sont, dans l'ouvrage : la qualification du poste ; le degré d'autonomie du salarié ; les opportunités de formation ; la sécurité de l'emploi ; la compatibilité de l'activité professionnelle et de la vie familiale. Autrement dit, la qualité du travail est devenue la qualité de vie au travail.

Les auteurs réunis par Gallie distinguent trois « régimes d'emploi ». Le premier régime, dit « inclusif »,

Capitalisme : l'art de la guerre

LA GUERRE DES CAPITALISMES AURA LIEU sous la direction de Jean-Hervé Lorenzi
Ed. Perrin, 14,80 euros, 218 pages.

Le temps est venu de l'assaut des citadelles de la technologie et de la finance occidentales par les pays émergents.

C'est été dans la chaleur provençale de l'hôtel Olivary et loin des frimas de Davos, l'explication de la guerre du capital s'est enrichie de quelques chapitres. Grâce à ces rencontres d'Aix-en-Provence, les économistes français ne se contentent pas de retrouver leur jeunesse étudiante. Ils relancent le goût de la discussion avec leurs homologues étrangers, les grands patrons, les politiques. C'est Jean-Hervé Lorenzi, ce Monsieur 100.000 volts de

l'économie, qui a coordonné l'écriture du dernier ouvrage du Cercle des économistes, né de ces rencontres. Ce qui ne devait être au départ qu'une mise en forme de colloque est devenu, crise oblige, une analyse fine et argumentée de la guerre des capitalismes. Lestée de rappels historiques et chiffrés, elle aide à distinguer ce qui se profile derrière la bataille des matières premières ou la montée en puissance des fonds souverains. Il en ressort que « la domination du capitalisme anglo-saxon n'est plus une certitude ». Il semble que la main invisible se soit mise à trembler et qu'avec la chute du Mur, l'apparente victoire du capitalisme soit allée de pair avec quelques malentendus. « Les fonds dits "souverains" dérogent aux règles du capitalisme chez eux pour les appliquer ailleurs », résume Pascal Lamy.

Certes, le modèle anglo-saxon a fait école : dans le monde, le financement des entreprises s'effectue davantage en actions que par dettes. Le poids des capitalisations boursières augmente partout et les pays émergents, sauf la Chine, rattrapent très vite leur retard. Alors que la capitalisation boursière américaine par rapport au PIB est de 141% et 80% en France, elle est déjà de 64% au Brésil, 65% en Inde, 72% en Russie. En revanche, la lame anglo-saxonne se brise sur le retour du capitalisme étatique. L'Etat russe passe de 38% à 51% dans Gazprom. Le Venezuela remet la main sur son pétrole.

Demande de protection

Tout est en place pour la bagarre. L'écart de taux d'épargne entre ces pays et les grands Etats développés implique une accumulation de sur-

plus considérables. Les excédents courants des pays émergents et exportateurs de matières premières sont colossaux (1.100 milliards en 2007). Or, ces surplus, comme le rappelle un bon chapitre sur l'actionnariat émergent, ne sont pas uniquement investis en actifs sans risque par les banques centrales. Le temps est venu de l'assaut des citadelles de la technologie et de la finance occidentales. Le banquier Michel Cicurel parle du « festin capitaliste » que se préparent ces pays : « Il eût été trop beau que l'Inde ou la Chine continuent longtemps de faire crédit à l'Occident en lui abandonnant tous les profits ». A cet égard, la régulation que demandent les auteurs du Cercle ressemble à une demande de protection. Mais leur livre répond, lui, à une demande d'explication.

SABINE DELANGLADE

Vers la fin d'un patronat médiéval

LA CHRONIQUE DE JACQUES DELPLA



Les entreprises et leurs organisations professionnelles ont trop longtemps protégé leurs rentes de situation, au détriment de l'efficacité des autres entreprises et de l'économie en général. C'était le modèle médiéval : « Chacun dans son château-fort, protégé par des barrières anticoncurrentielles. » Des lumières apparaissent du côté du patronat...

Dès qu'il s'agit du débat sur la croissance, le monde des affaires blâme – à bon droit – les rigidités du marché du travail, les taxes et les réglementations d'Etat. Mais ce serait oublier que ces mêmes entreprises et surtout leurs organisations professionnelles sont trop souvent des obstacles à la croissance. Les rentes de certaines sociétés sont autant d'atteintes à l'efficacité globale de l'économie : cartels, réglementations corporatistes ad hoc extraites du régulateur dans le secret des alcôves, subventions indues reçues de manière discrétionnaire au titre de la « politique industrielle », barrières protectionnistes. Les entreprises sont, en principe, favorables à la concurrence et à des régulations neutres, mais rarement quand cela les concerne. Pour le patronat, ce fut une triple erreur.

Premièrement, ces rentes bénéficient certes à certaines entreprises, mais au détriment d'autres, clientes des premières, sous la forme de prix trop élevés. Deuxièmement, maintenir ces rentes du capital en place, c'est empêcher l'entrée de nouveaux acteurs sur ces marchés. Or, comme l'ont bien montré Marianne Bertrand (université de Chicago) et Francis Kramarz (Insee) pour le commerce de détail (1), ce sont les nouveaux entrants sur le marché qui innovent le plus. Les exemples des start-up américaines devenues des innovateurs majeurs (Google, eBay...) confirment cela : c'est la libre entrée dans les marchés qui favorise l'innovation et non la politique industrielle supportée par les lobbies déjà en place, comme ce fut le cas avec l'Agence de l'innovation industrielle en 2005 ; car l'Etat est loin d'être le mieux placé pour

déterminer les marchés de l'avenir, alors qu'il est très vulnérable à la capture par les entreprises en place – qui ont peu d'intérêt à l'innovation. Troisièmement, préserver les rentes des entreprises dans les marchés de biens et services, c'est aller à l'encontre de la libéralisation du marché du travail. Olivier Blanchard (MIT) et Francesco Giavazzi (université Bocconi), dans un article devenu célèbre (2), ont bien montré la complémentarité des dérèglementations sur les deux marchés. On peut flexibiliser le marché du travail d'autant plus facilement que les marchés de biens et services auront été ouverts au préalable. En effet, les travailleurs acceptent plus facilement d'être soumis à la concurrence sur le marché du travail s'ils savent que de nouvelles opportunités de travail existent dans les secteurs fermés auparavant (on pense pour la France au commerce et autres professions réglementées...). Ainsi, préserver les rentes du capital (petit ou grand), c'est entraver l'économie politique (et l'acceptation) de la réforme du marché du travail.

Le modèle médiéval patronal (chacun blotti dans sa rente) semble se réformer. Tout d'abord, le patronat ne s'oppose plus aux réformes réglementaires poussées par le gouvernement (plus de concurrence dans le commerce, autorité de concurrence renforcée...). Ensuite, un vent de réforme semble souffler au sein du Medef : les baronnies patronales traditionnelles sont en perte de vitesse et le Medef a choisi des entrepreneurs modernes et non corporatistes dans ses nominations (cf. G. Roux de Bézieux). Enfin, il semble que le Medef prenne conscience du coût pour l'ensemble des entreprises des rentes de certaines. J'ai récemment été invité par la commission économique du Medef à plancher sur le thème « Des entreprises obstacles à la croissance en France ? Comment certaines rentes du capital entravent la croissance ». J'attendais tomates, goudron et plumes ; je fus reçu avec intérêt, questions et applaudissements... Le Medef passerait-il du Moyen Age (la rente protégée pour chacun) à la Renaissance (baisser tous les ponts-levis en même temps pour favoriser une concurrence dans tous les secteurs) ?

JACQUES DELPLA est membre du Conseil d'analyse économique.

- (1) « Does Entry Regulation Hinder Job Creation? Evidence from the French Retail Industry », « Quarterly Journal of Economics », 2002.
- (2) « Macroeconomic Effects of Regulation and Deregulation in Goods and Labor Markets », « Quarterly Journal of Economics », 2003.

LA REVUE DU JOUR

Où va la droite ?

L'intérêt. La « Revue des deux mondes » fait le bilan de l'acte I de la présidence Sarkozy. Un constat : le sarkozysme n'existe toujours pas. Quid de la rupture ?, demande l'économiste Pascal Salin, pour qui on a bien vu l'ouverture mais toujours pas la conversion de la droite au libéralisme. Dans une longue interview, Marcel Gauchet, le rédacteur en chef du « Débat », va plus loin : « C'est l'indéfinition du contenu qui fait la force du divage droite-gauche ! Elle permet d'exprimer une contradiction marquée dont la teneur reste mystérieuse. » L'avocat Jean-Philippe Feldman se pose même la question : pour le moment, « c'est une politique de continuité, pas de rupture. Le périmètre de l'Etat ne s'est pas réduit ».

Les limites. A partir d'un constat unanime autour du déficit d'idées du côté des politiques au pouvoir, les propositions avancées par les auteurs sont elles-mêmes ténues. La philosophe Chantal Delsol en appelle au volontarisme et Michel Crépu se montre pressant : « Cinq ans, c'est vite passé. » Pascal Salin termine par un constat amer : « Tous ces électeurs pour la rupture, pas plus que la classe dirigeante, ne possèdent les instruments intellectuels qui leur permettraient d'imaginer un système différent. »

La citation. « Ce qui nous attriste collectivement, c'est le sentiment d'absence de direction d'ensemble pour l'avenir » (Marcel Gauchet).

« Où va la droite ? », « Revue des deux mondes », avril 2008, 192 pages, 11 euros.

